

Aingeray  
Andilly  
Ansauville  
Avrainville  
Bicqueley  
Bois-de-Haye  
Boucq  
Bouvron  
Bruley  
Charmes-la-Côte  
Chaudeney-sur-Moselle  
Choloy-Ménillot  
Domèvre-en-Haye  
Domgermain  
Dommartin-lès-Toul  
Écrouves  
Fontenoy s/Moselle  
Francheville  
Foug  
Gondreville  
Grosrouvres  
Gye  
Jaillon  
Lagney  
Laneuveville-derrière-Foug  
Lay-Saint-Remy  
Lucey  
Manoncourt-en-Woëvre  
Manonville  
Ménil-la-Tour  
Minorville  
Noviant-aux-Prés  
Pagney-derrière-Barine  
Pierre-la-Treiche  
Royaumeix  
Sanzey  
Toul  
Tremblecourt  
Trondes  
Villey-le-Sec  
Villey-Saint-Etienne



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2019

REÇU EN PREFECTURE

le 12/02/2019

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-054-200070563-20190207-2019\_01\_02-

## PREAMBULE

Après l'arrivée de nouvelles compétences et de nouveaux chantiers en 2018 (mobilité, GEMAPI, numérique, assainissement étendu à tout le territoire, transfert des ZAE départementales...), **2019** continue sur un rythme très soutenu dans de nombreux domaines.

Qu'il s'agisse de la mise en œuvre de la nouvelle compétence petite enfance, des travaux préparatoires au transfert de la compétence eau, de la nouvelle délégation du service public de la mobilité, de la requalification des abords de la Gare de Toul, de la préparation de la reprise du Parc de Haye, de l'extension du centre aquatique, de la reprise de la base nautique André Vecker, ou encore de l'aménagement de locaux supplémentaires dans le bâtiment 001 pour accueillir de nouvelles entreprises, les nouveaux chantiers sont nombreux et conséquents !

Ils reflètent la dynamique de notre communauté dans de multiples domaines et la volonté qui est la nôtre de poursuivre le développement et l'attractivité de ce territoire.

Cela étant, c'est surtout en 2020 et 2021 que la communauté aura à faire face à la partie la plus importante de ces nouvelles dépenses d'investissement, car pour de nombreux dossiers, 2019 sera essentiellement une année d'études préalables et de préparation des chantiers.

C'est avec ce calendrier en tête que nous vous proposons de bâtir le budget 2019, qui tient notamment compte des « provisions » à constituer pour les années futures.

Notre communauté de communes bénéficie d'une bonne santé financière, aidée en cela par des bases fiscales dynamiques et une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement, malgré un contexte de diminutions des dotations nationales et d'extension de nos champs de compétences.

Nous abordons donc l'année 2019 avec une certaine sérénité, et la volonté de consolider les passerelles de solidarité bâties avec les communes et leurs habitants.

Du point de vue financier, c'est la prise en charge par la communauté – pour la 2<sup>ème</sup> fois - du FPIC (fonds de péréquation intercommunal) que les communes doivent reverser à l'Etat qui vous est proposée, en y ajoutant même une enveloppe bonifiée, afin que cet effort consenti pour les communes ne soit pas que symbolique.

Il vous sera aussi proposé d'opérer une révision à la baisse de la fiscalité des ordures ménagères, dont le budget bénéficie de résultats très positifs rendus possibles par les efforts de tri réalisés par les habitants. Il s'agit en quelque sorte d'un juste retour des choses.

Une revalorisation des aides individuelles à la rénovation de l'habitat, accordées aux ménages modestes et très modestes, sera également proposée.

Vous l'avez compris, il s'agit tout à la fois d'être au rendez-vous de nos grands chantiers et de l'évolution de nos compétences, mais aussi de travailler main dans la main avec les communes et les habitants de ce territoire, en prenant en compte les réalités de chacun.

Nous aurons également à poursuivre les travaux entrepris pour bâtir notre pacte financier et fiscal. Fonds de solidarité, attributions de compensation... autant de sujets qu'il nous faut continuer à défricher sans tabou. Un nouveau séminaire des délégués communautaires sera organisé avant l'été. Celui de l'année dernière avait permis d'avancer concrètement sur des sujets sensibles. Faisons le pari que celui de 2019 nous permettra de faire ensemble un pas de plus !

**Rendre l'action publique lisible et cohérente, responsable et équitable, c'est toute l'ambition que je souhaite donner à ce Débat d'Orientations Budgétaires.**

**Fabrice CHARTREUX**  
**Président de la CC2T**

## INTRODUCTION

La législation et la jurisprudence ont progressivement affermi l'importance de la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) en amont du vote du budget primitif.

Conformément aux dispositions de l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le débat d'orientation budgétaire doit avoir lieu dans un délai maximal de deux mois avant l'examen du budget, prévu cette année lors du Conseil Communautaire du 04 avril 2019.

Le débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel. Il doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite « loi NOTRe », entend améliorer la transparence et la responsabilité financière des collectivités territoriales en renforçant un certain nombre d'obligations de ces dernières en la matière (article 107).

Outre les engagements pluriannuels envisagés, le rapport sur les orientations budgétaires doit désormais présenter la structure et la gestion de la dette, ainsi que l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Par ailleurs, dans un souci de transparence et de démocratie locale, le rapport d'orientation budgétaire, ainsi que la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, doivent être mis en ligne sur le site internet de l'entité publique, lorsqu'il existe, après adoption par l'assemblée délibérante.

Il devra également être transmis à l'ensemble des communes du territoire pour éclairer les conseillers municipaux.

Aussi, le présent rapport d'orientation budgétaire, qui est destiné à l'ensemble des conseillers, mais également aux citoyens qui le consulteront, se veut aussi clair que possible pour vulgariser une matière souvent considérée comme complexe.

REÇU EN PREFECTURE

le 12/02/2019

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-054-200070563-20190207-2019\_01\_02-

## **1- LE CONTEXTE NATIONAL**

**A/ LA REFORME DE LA TAXE D'HABITATION... ET APRES ?**

**B/ LE CALENDRIER ARRÊTÉ POUR LA COMPETENCE EAU**

**C/ L'ESSENTIEL DES LOIS DE DE PROGRAMMATION ET DE FINANCES**

## **2- LE CONTEXTE LOCAL**

**A/ DES COMPETENCES ET DES CHANTIERS QUI SE CONCRETISENT ...DES NOUVEAUX QUI S'ANNONCENT**

- 1) La mise en œuvre des compétences et décisions actées en 2018
- 2) L'amorce de nouveaux chantiers et de nouvelles compétences

**B/ LES RELATIONS AVEC NOS VOISINS**

- 1) Les multiples partenariats de la CC2T : Pays Terres de Lorraine, Multipole, Sillon Lorrain

**C/ LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE**

## **3- LES FINANCES DE LA COMMUNAUTE**

**A/ RAPPEL DES NOTIONS BUDGETAIRES**

**B/ LES RESULTATS COMPTABLES PROVISOIRES DE L'ANNEE 2018**

**C/ L'EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE LA COMMUNAUTE**

**D/ LA GESTION DE LA DETTE**

**E/ LES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE**

*La fiscalité*

*Les dotations et subventions reçues*

**F/ LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE**

*Les dépenses de personnel*

**G/ LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES**

**H/ LE TABLEAU DE BORD DES PROJETS**

**ANNEXE – ETAT DES EFFECTIFS AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2019**

## 1) LE CONTEXTE NATIONAL

### A / LA REFORME DE LA TAXE D'HABITATION... ET APRES ?

La loi de finances pour 2018 a instauré, sous condition de revenus, un dégrèvement de la taxe d'habitation due pour les résidences principales à hauteur de 30% en 2018, 65% en 2019 et 100% en 2020 pour les foyers fiscaux (environ 80%) dont le revenu fiscal de référence de l'année précédente n'excède pas certains plafonds. Pour les collectivités, l'Etat s'est engagé à assumer la compensation sous la forme d'un dégrèvement prenant comme référence, pour le taux d'imposition et le niveau des abattements, la situation de 2017.

Après plusieurs messages contradictoires du Gouvernement, Emmanuel Macron a de nouveau annoncé qu'il souhaitait supprimer la taxe d'habitation, que « plus personne ne la paiera » d'ici la fin du quinquennat. Il a été annoncé par ailleurs que la fiscalité locale ferait l'objet d'une réforme et d'un texte législatif spécifique « au premier semestre 2019 ».

Désormais, avec le Grand Débat National, le chantier de la fiscalité locale, largement obsolète et laissant perdurer de fortes disparités territoriales, risque fortement d'être retardé alors que les enjeux sont très conséquents.

### B/ CALENDRIER ARRETÉ POUR LA COMPETENCE EAU

Après de nombreux mois d'attente et d'incertitudes, la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes, est venue compléter les dispositions de la loi NOTRe prévoyant un transfert obligatoire dès 2020, en apportant les clarifications attendues sur le calendrier et les modalités de ce transfert, en stipulant que :

**« les communes membres d'une communauté de communes qui n'exerce pas, à la date de la publication de la présente loi, à titre optionnel ou facultatif, les compétences relatives à l'eau ou à l'assainissement peuvent s'opposer au transfert obligatoire, résultant du IV de l'article 64 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, de ces deux compétences, ou de l'une d'entre elles, à la communauté de communes si, avant le 1er juillet 2019, au moins 25 % des communes membres de la communauté de communes représentant au moins 20 % de la population délibèrent en ce sens. En ce cas, le transfert de compétences prend effet le 1er janvier 2026(...)»**

**"(...)Si, après le 1er janvier 2020, une communauté de communes n'exerce pas les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement ou l'une d'entre elles, l'organe délibérant de la communauté de communes peut également, à tout moment, se prononcer par un vote sur l'exercice de plein droit d'une ou de ces compétences par la communauté. Les communes membres peuvent toutefois s'opposer à cette délibération, dans les trois mois, dans les conditions prévues au premier alinéa."**

Après 2 ans d'étude et de concertation avec les communes, l'assemblée communautaire de la CC2T a validé le 13 décembre 2018 le principe du transfert de la compétence eau à l'intercommunalité, tenant compte notamment des impératifs de sécurisation de la ressource et de mutualisation des moyens mis en œuvre pour la gestion de cette compétence, tout en tenant compte des spécificités communales et du maintien de plusieurs syndicats dont l'assise dépasse les frontières de la communauté.

Si la minorité de blocage prévue par la loi ne s'exprime pas avant le 1<sup>er</sup> juillet 2019, le transfert de la compétence eau sera donc effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Les éléments présentés à la page 9 apportent des précisions sur les modalités pratiques de préparation de cette compétence nouvelle, afin que le service soit opérationnel au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

La loi de finances pour 2019 retient finalement les hypothèses économiques suivantes :

- ✧ Une croissance du PIB français en volume de +1,5% pour 2019.
- ✧ Une inflation prévisionnelle de +1,2% (prix à la consommation hors tabac).
- ✧ Un déficit public qui passerait de 2,6 points de PIB en 2018 à 3,2 points en 2019.

Pour la seconde année d'application du nouveau mécanisme de détermination automatique du coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives, l'évolution des bases de la fiscalité locale est dorénavant calculée à partir de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (article 1518 bis CGI), soit pour 2019 un coefficient d'actualisation de 2,2%.

Le financement des ordures ménagères est la source d'une récente et importante jurisprudence fondée notamment sur l'illégalité des prélèvements avec un produit jugé excédentaire. Dans ce cadre, l'article 23 de la loi de finances met à la charge des collectivités l'ensemble des dégrèvements faisant suite à la constatation par décision de justice de l'illégalité de la délibération fixant le taux de la taxe. L'assiette des dépenses pouvant être financées par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) est élargie aux plans de prévention et aux amortissements. Compte tenu d'une définition plutôt restrictive, le risque de devoir rembourser la totalité de la taxe perçue reste fort pour nombre de collectivités. Cela étant, les cas portés devant le juge sont nombreux : la position jurisprudentielle n'est pas encore arrêtée.

Par ailleurs, le gouvernement a voulu encourager les collectivités à la mise en place de la part incitative en réduisant les frais de gestion prélevés par l'Etat de 8 % à 3 %, uniquement pour une durée de cinq ans et pour une part incitative instaurée à compter de 2019 ! **Cette double limitation reste incompréhensible et très pénalisante pour notre Communauté, pionnière en la matière, qui aura cumulé toutes les difficultés pour pouvoir mettre en place la TEOMi sans bénéficier de cette mesure.**

Enfin, une nouvelle trajectoire de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) a été établie. Pour l'actuel site d'enfouissement des déchets ménagers résiduels en contrat avec la Communauté, la taxe passerait ainsi de 24 € à 65 € par tonne en 2025, ce qui correspond à un surcoût pour la Communauté d'environ 350 000 € TTC dans les conditions actuelles. Le passage au taux réduit de TVA de 5,5 % en 2021 pour les activités de tri sélectif (prestations spécifiques de collecte séparée, de collecte en déchetterie, de tri et de valorisation), figurant également à l'article 190 de la loi de finances, serait très loin de compenser cette charge supplémentaire.

Ces modifications, s'ajoutant aux difficultés des collectivités avec les éco-organismes et metteurs en marché, peuvent laisser un goût amer aux collectivités en charge du service public des déchets, l'association AMORCE parlant même d'un « simulacre » après des mois de concertation avec les pouvoirs publics, la fiscalité environnementale contribuant surtout à financer le budget général de l'État plutôt que l'accompagnement au quotidien des Français.

Pour autant, la CC2T enregistre de très bons résultats financiers sur ce budget annexe, dus en grande partie aux efforts de tris de la population, diminuant en volume le coût du traitement des ordures ménagères résiduelles et générant des recettes issues de la filière de recyclage.

**La loi de finances pour 2019 modifie par ailleurs le cadre de la dotation d'intercommunalité** (article 250). Désormais, une enveloppe unique (au lieu de quatre) sert au financement de l'ensemble des EPCI à fiscalité propre. En 2019, la dotation d'intercommunalité est augmentée de 30 millions d'euros, un montant financé par une minoration de la dotation de compensation des EPCI et de la dotation forfaitaire des communes. La dotation d'intercommunalité reste constituée de deux parts : une dotation de base (30 %) et une dotation de péréquation (70 %). Pour le calcul de cette seconde part, le critère du revenu par habitant est introduit.

Les modalités de calcul du Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF) des communautés de communes seront modifiées et intégreront à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 les redevances d'assainissement (alignement sur le calcul du CIF des communautés d'agglomération, des communautés urbaines et des métropoles) et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 les redevances d'eau potable.

Les conditions de garantie de la dotation d'intercommunalité sont également modifiées. Il peut être relevé que les EPCI à fiscalité propre ayant un CIF supérieur à 0,50 percevront une dotation par habitant au moins égale à celle perçue l'année précédente.

L'impact de cette réforme pour la Communauté n'est pas mesuré aujourd'hui.

Peuvent également être relevées les dispositions de la loi de finances ayant vocation à « moderniser le recouvrement de l'impôt, en réduisant le nombre d'interlocuteurs pour le redevable, en développant les téléprocédures et en faisant en sorte que l'administration des finances publiques n'ait plus à manier d'espèces d'ici deux à trois ans ». Dans ce cadre, l'article 242 prévoit l'instauration à titre expérimental du compte financier unique (remplaçant comptes administratif et de gestion). L'article 243 autorise l'instauration à titre expérimental d'une délégation de gestion du comptable public aux collectivités ou établissements de santé. L'article 201, quant à lui, autorise à confier à des prestataires privés des missions relevant traditionnellement de l'Etat et du Trésor Public, notamment l'encaissement des sommes auprès des redevables sur le

fondement du titre établissant leur dette, les comptables publics restant seuls compétents pour l'engagement des procédures de recouvrement forcé.

Outre ces éléments, comme chaque année, la loi de finances pour 2019 prévoit de nombreuses dispositions intéressant les collectivités, parmi lesquelles :

- ✧ L'article 77 entérine la suppression de la minoration de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) du bloc communal, prévue en 2018 mais non appliquée suite à une circulaire en mars 2018.
- ✧ L'article 156 redéfinit les locaux industriels pour l'évaluation de leur valeur locative à partir de la position jurisprudentielle (bâtiments ou terrains nécessitant d'importants moyens techniques). Toutefois, à compter de 2020, sont exclus du champ industriel les locaux avec des installations techniques ne dépassant pas 500 000 € (apprécié sur 3 ans consécutifs). Les effets de changements d'affectation ou de méthode de détermination sur la valeur locative sont lissés sur 6 ans. Pour autant, certains contribuables du territoire seront certainement concernés par ces dispositions, aux effets conjugués à ceux de la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels et non mesurés localement.
- ✧ L'article 257 prévoit que soit remis un rapport sur la pertinence de l'utilisation du coefficient logarithmique appliqué à la population pour le calcul du potentiel financier agrégé par habitant et du potentiel fiscal par habitant des communes, censé correspondre à l'importance des charges de centralité.
- ✧ L'article 258 acte le décalage d'un an de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA, les services de l'Etat n'étant pas en capacité d'appliquer cette disposition légale dans les délais initialement prévus.
- ✧ Suite aux sorties brutales du dispositif de la troisième fraction de la dotation de solidarité rurale (DSR cible) constatées en 2018, dramatiques pour nombre de communes, l'article 252 prévoit que, à compter de 2019, lorsqu'une commune cesse de remplir les conditions requises pour en bénéficier, elle percevra à titre de garantie non renouvelable une attribution égale à la moitié de celle qu'elle a perçue l'année précédente.

Pour mémoire, l'article 97 de la loi de finances pour 2018 a acté l'exonération de la cotisation foncière minimum des entreprises réalisant un montant de chiffre d'affaires ou de recettes inférieur ou égal à 5 000 € à partir de 2019. L'Etat viendra compenser la perte de cette recette induite pour les communes et les EPCI. En outre, en l'absence de CFE minimum, les personnes concernées seront également exonérées des droits additionnels afférents à la CFE, à savoir la taxe pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat.

Enfin, il importe de noter que la révision des valeurs locatives des locaux professionnels, pour laquelle le législateur a prévu un « planchonnement » (consistant à diminuer de moitié l'écart entre l'ancienne valeur locative et la nouvelle valeur locative révisée neutralisée) et un lissage des effets sur une période de 10 ans à compter de 2017, continue de générer des effets importants pour les établissements concernés, certains contribuables du territoire constatant une variation importante de leur imposition (taxe sur le foncier bâti et cotisation foncière des entreprises). La Communauté n'est pas capable à ce stade de mesurer toutes les conséquences fiscales de cette réforme. Les remarques formulées à l'époque par la Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) de la Communauté Terres Toulouses n'avaient pas été reprises dans le processus d'évaluation fiscal.

## 2) LE CONTEXTE LOCAL

### A/ DES COMPETENCES ET DES CHANTIERS QUI SE CONCRETISENT... DES NOUVEAUX QUI S'ANNONCENT

#### 1) La mise en œuvre des compétences et décisions actées en 2018 et l'achèvement de grands chantiers

L'année 2018 a vu se concrétiser de nombreux chantiers et compétences, qui se sont ajoutés à ceux déjà assumés antérieurement par la communauté de communes.

Concernant la politique environnementale, la CC2T est désormais investie de la Gestion des Milieux Naturels et de la Prévention des Inondations (GEMAPI), qu'elle exerce via son adhésion et sa participation à l'établissement public de bassin EPTB, mais également au travers du travail investi depuis plusieurs années sur les rivières et les missions d'animation Nature.

Un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) est également en cours d'élaboration avec le Pays Terres de Lorraine. Outil de planification, le PCAET sera finalisé en 2019 et aura vocation à contribuer à l'atténuation du changement climatique, le développement des énergies renouvelables et la maîtrise de la consommation d'énergie ; il impose également de traiter le volet spécifique de la qualité de l'air.

Les actions menées dans le cadre de la démarche « 0 phyto » suivent également leurs cours pour être désormais intégrées dans les méthodes de traitement des espaces verts.

Concernant l'économie, les zones d'activités économiques – anciennement départementales – que sont la Zone logistique Sud Lorraine de Gondreville-Fontenoy et la ZAC multisites de Toul-Villey-Saint-Etienne ont été transférées à la Communauté de Communes conformément à la loi NOTRe, dans des conditions financières satisfaisantes. La commercialisation des terrains encore disponibles suit son cours et fait régulièrement l'objet de délibérations de cessions en conseil communautaire.

La requalification de l'espace K, entamée en 2017, voit ses travaux se terminer en 2019.

Parallèlement, les travaux de réaménagement du Pôle Industriel Toul Europe ont été achevés en 2018 (changement des luminaires, requalification du carrefour rue Bois la Ville/Etats-Unis, requalification de la route d'accès depuis la voie départementale par l'Escadrille des cigognes).

Concernant l'aménagement du territoire, l'année 2018 a été marquée par la mise en œuvre d'un travail très important de concertation, de réunions publiques et d'études pour aboutir à la rédaction du programme d'aménagement et de développement durable (PADD) du futur PLUi (plan local d'urbanisme intercommunal). L'année 2019 sera consacrée aux travaux d'élaboration de la partie règlementaire du PLUi.

La prise de compétence mobilité au 1<sup>er</sup> avril 2018 a été très rapidement suivie d'un élargissement de la desserte en transport public à la demande à 10 nouvelles communes, par le biais d'avenants passés au marché actuel. Ce fut également l'année de préparation de la nouvelle délégation de service public qui sera opérationnelle au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et comprendra la gestion par le futur délégataire de l'ensemble des services réguliers et scolaires revenant à la CC2T.

Concernant les services publics, 2018 a été l'année de préparation de la prise de compétence petite enfance par la CC2T qui comprend, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la gestion des crèches de Manonville et Bois-de-Haye, le Relais Assistantes Maternelles Parents Enfants (RAMPE) étendu à tout le territoire, ainsi qu'une mission de coordination des services de la petite enfance à l'échelle communautaire confiée à l'actuelle directrice de Crèchendo.



## **2) L'amorce de nouveaux chantiers et de nouvelles compétences**

### **L'Eau**

Le législateur aborde désormais le service public de l'eau dans sa globalité, de sa production à son traitement. C'est cette approche globale – couvrant l'eau et l'assainissement – qui a été privilégiée dans le cadre de l'étude engagée par la communauté.

Comme indiqué à la page 5 du présent document, le transfert de la compétence Eau au 1<sup>er</sup> janvier 2020 a été entériné par la loi du 3 août 2018, sous réserve des conditions de minorité de blocage précisées ci-avant.

Les délibérations communautaires du 13 décembre 2018 et du 7 février 2019 ont respectivement confirmé la volonté de cette prise de compétence en 2020 et proposé à l'assemblée le choix du mode de gestion, étant précisé que le territoire recouvre des situations différentes et dont la spécificité perdurera : communes gérées en régie, communes ayant recours à des marchés de prestations, communes en délégation de service public, communes adhérentes à des syndicats couvrant un périmètre dépassant les frontières de la CC2T...

Cette prise de compétence allie ainsi d'une part la prise en compte des spécificités communales et, d'autre part, l'intérêt d'une mise en commun à l'échelle communautaire, de la gestion des marchés, des équipements, des travaux, des personnels et du chantier de sécurisation de la ressource qu'il est impératif de mettre en œuvre.

Le délai très court imposé par le législateur pour être au rendez-vous du 1<sup>er</sup> janvier 2020 nous invite à préparer activement ce transfert de compétence en 2019. Si le choix du mode de gestion par régie avec marchés de prestations se confirme, plusieurs chantiers sont à lancer dès 2019 : préparation des futurs marchés (pour les communes du territoire concernées), conventionnements avec les communes, recrutement des agents d'exploitation (pour la partie assumée en régie), recrutement des agents chargés de la facturation et du contact clientèle, étant précisé que les usagers recevront une facture unique pour l'eau et l'assainissement.

### **La zone d'activité du Parc de Haye**

La zone d'activité du parc de Haye a été gérée pendant près de 50 ans par l'ONF. En 2012, l'Etat envisage la cession du site. A la demande du Préfet de Meurthe et Moselle, l'EPFL se porte acquéreur du site le 10 septembre 2016.

Parallèlement, de par la loi NOTRe, les EPCI sont devenus compétents pour gérer toutes les zones d'activités économiques situées sur leur territoire. La CC2T est donc devenue compétente pour cette zone. Depuis 2016, en vue du transfert du site à la collectivité, l'EPFL associe la CC2T à l'ensemble des décisions prises sur la zone d'activité du parc de Haye.

Par délibération de l'assemblée communautaire du 27 septembre 2018, la communauté de communes Terres Toulaises s'est engagée à acquérir la zone d'activité du parc de Haye, soit 121ha 11a environ, au plus tard le 31 mars 2020. De son côté, l'EPFL s'est engagé à poursuivre la gestion du site, assurer une remise à niveau technique, poursuivre l'animation et préparer la rétrocession à la collectivité.

L'enveloppe prévisionnelle de l'opération est de 14 M€ hors taxes (au moment du transfert) qui résulte des dépenses et recettes prévisionnelles intégrant le prix d'acquisition de la ZAE et les frais déjà engagés. Si entre temps des cessions interviennent, elles viendront en déduction de ce prix d'objectif. Bien entendu, un échelonnement du paiement, courant au minimum jusque 2025, est prévu.

L'objectif pour la communauté est de fidéliser les entreprises présentes et d'en attirer de nouvelles, en maîtrisant le rythme des travaux à réaliser sur cette zone et en optimisant le plan de financement.

Un soutien financier de l'Etat, notamment sur la remise en état des réseaux et voiries dont l'état est très dégradé, est sollicité.

## **Les équipements sportifs communautaires**

### **L'extension du centre aquatique Ovive :**

Inauguré en février 2011, le centre aquatique est pleinement occupé par les différentes catégories d'usagers de 7H50 du matin à 22H00. Sur la base des besoins exprimés par la population et des priorités définies par les élus communautaires, les axes d'amélioration de l'établissement ont été identifiés et portent sur l'accueil des familles, les activités ludiques et un espace dédié au bien-être.

Une étude de faisabilité a été effectuée en 2018 afin d'envisager la pertinence et le coût de ces améliorations : travaux d'extension pour mise à disposition d'un nouveau bassin familial, réalisation d'une aire de « jeux humides » et d'un espace de bien être avec sauna, hammam et douches spéciales.

Examinés en groupe de travail, en commission services publics, en commission des Maires, ces travaux d'extension font partie des opérations présentées à l'assemblée dans le cadre de la préparation budgétaire 2019. Ils sont évalués à 3 millions d'euros HT, avec des co-financements attendus à hauteur de 600 000 € (Etat et Département de Meurthe-et-Moselle).

Ce montant n'intègre pas à ce stade l'option étudiée pour permettre la découvrabilité du nouveau bassin pendant la période estivale et chiffrée à 320 000 €HT. La confirmation ou non de l'intérêt de cette option sera soumise à l'avis de l'assemblée.

### **La requalification de la base nautique André Vecker**

Le transfert par la commune de Toul à la CC2T de cette base nautique accueillant les activités d'aviron a été entériné par les assemblées municipale et communautaire en 2018.

D'importants travaux sont à prévoir, étant précisé que la commune de Toul a déjà, avant d'opérer ce transfert, pris en charge la démolition de la maison du gardien. La cession de l'emprise foncière à la CC2T à l'euro symbolique est également entérinée.

L'année 2019 sera consacrée aux études préalables et au chiffrage précis des travaux, étant précisé que l'état fortement dégradé des bâtiments – base de vie et hangar de rangement des bateaux – ne semble pas permettre leur réhabilitation et nécessitera vraisemblablement leur démolition.

### **La requalification de la Gare de Toul pour en faire un Pôle d'échange multimodal**

Dans le cadre de la démarche initiée par la Région Grand Est sur la mise en œuvre d'un programme de modernisation des gares, la CC Terres Toulaises a étudié un projet de réaménagement de la gare de Toul afin d'améliorer l'accueil des usagers et renforcer les échanges intermodaux entre les différents modes de déplacements.

Pour ce faire, les équipes de SNCF Gares et Connexions ont réalisé en 2018 une étude de faisabilité d'un projet de Pôle d'Echange Multimodal en gare de Toul. Le projet vise à réunir les conditions de réalisation d'un véritable pôle d'échange multimodal favorisant l'usage des modes doux, l'augmentation de la capacité de stationnement longue durée des voitures et l'aménagement de 4 quais de bus normalisés.

Les travaux sont estimés à 1 368 000 €HT, co-financés à hauteur de 50% du reste à charge par la Région grand Est, étant précisé que d'autres co-financements seront sollicités (Etat, Département, dispositif Cœur de Ville).

Les études préalables aux travaux seront conduites en 2019. Sous réserve de validation de l'opération par l'assemblée, les travaux démarreront début 2020 pour une période de 12 mois environ.

## **B/ LES RELATIONS AVEC NOS VOISINS**

## Les multiples partenariats de la CC2T : Pays Terre de Lorraine, Multipole, Sillon Lorrain

Le partenariat ancré depuis plus de 10 ans avec le **Pays Terres de Lorraine** a notamment pour objet de mettre en commun, avec les 3 autres intercommunalités membres, des outils d'animation territoriale, de développement et de coopération : Maison du Tourisme, Maison de l'emploi et de la formation, Agence de développement du sud nancéen, Mission Locale, démarche LEADER (fonds européens), TEPCV (Territoire à énergies positives et à croissance verte). L'objectif de cette coopération de proximité est de contribuer à la dynamique du territoire en mutualisant des outils pertinents, en rationalisant les moyens dédiés et en jouant la carte de la solidarité territoriale (cotisations des intercommunalités calculées sur la base de leur potentiel financier agrégé, PFIA).

Par ailleurs, la coopération engagée au sein de la **Multipole Nancy Sud Lorraine** par les 13 intercommunalités membres poursuit la démarche de planification urbaine et d'aménagement du territoire engagée dans le cadre du SCOT.

Echelon de coopération entre EPCI et de coordination des politiques publiques du SUD 54, la Multipole Nancy sud Lorraine est également investie d'une compétence de coordination des politiques de transport, ainsi que plusieurs actions de coopération en matière de développement économique et tourisme, de politiques environnementales, d'agriculture et de numérique.

La CC2T est représentée au sein du comité syndical par 7 délégués titulaires et 3 délégués suppléants :

Titulaires : F. CHARTREUX, A. HARMAND, J.P. COUTEAU, J. BOCANEGRA, C. MANET, K. JUVEN, R. ARNOULD.

Suppléants : P. HENNEBERT, P. MONALDESCHI, O. HEYOB.

F. CHARTREUX est par ailleurs 4ème vice-Président, en charge du schéma de coopération économique. J.P. COUTEAU est membre de la commission SCOT/Aménagement, J. BOCANEGRA est membre de la commission Transport/mobilité, A. HARMAND est membre du groupe de travail Tourisme.

Enfin, la communauté de communes Terres Toulouses a l'opportunité de rejoindre la table des acteurs du **Sillon Lorrain**, avec le statut de « territoire associé ».

Le Pôle métropolitain européen du Sillon Lorrain regroupe les villes et intercommunalités de Nancy, Metz, Thionville et Epinal. Il a pour vocation de favoriser la compétitivité et le rayonnement du territoire au sein de la Région Grand Est et développe plusieurs axes d'intervention focalisés sur l'ingénierie des politiques publiques, des projets partagés et des financements européens.

A titre d'exemple, le Sillon Lorrain a porté le projet LORNTech, visant à favoriser l'émergence de projets liés au développement de l'économie numérique sur le territoire.

REÇU EN PREFECTURE

le 12/02/2019

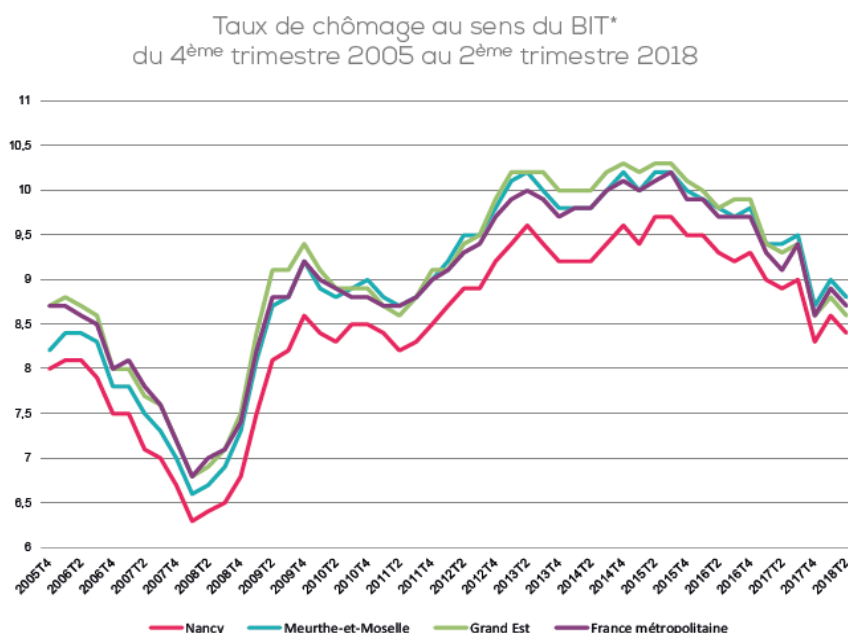
Application agréée E-legalite.com

99\_DE-054-200070563-20190207-2019\_01\_02-

## C/ LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE

Les chiffres clés du territoire publiés par la MEEF (Maison de l'Entreprise, de l'Emploi et de la Formation en Pays Terres de Lorraine) en décembre 2018 mettent en exergue les analyses suivantes :

### Une baisse du **taux de chômage** enregistrée fin 2018



\* Taux de chômage au sens du BIT : Le chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) comptabilise les personnes en âge de travailler (conventionnellement 15 ans ou plus) qui répondent simultanément à trois conditions : 1 être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; 2 être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ; 3 avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Après une hausse au premier trimestre 2018 (8,9%) le taux de chômage repart à la baisse au second trimestre pour s'établir à 8,7% en France métropolitaine. Soit une évolution de - 0,2 point sur un an.

A l'échelle de la Région Grand-Est, la baisse du taux de chômage succède à la hausse enregistrée au premier trimestre (8,8%) et se stabilise à 8,6%. Soit une évolution trimestrielle de -0.2 point.

En Meurthe-et-Moselle, le taux de chômage s'élève à 8,8% (-0.6 point sur un an), restant légèrement supérieur aux taux régional et national.

La zone d'emploi de Nancy suit la même tendance avec une baisse de 0.6 point sur un an pour un taux de chômage qui s'établit à 8,4% de la population active.

Au deuxième trimestre 2018, le taux d'emploi des 15-64 ans est quasi stable (+0,1 point) à 65,8 %, son plus haut niveau depuis le début des années quatre-vingt à l'échelle nationale.

### Mais une baisse globale du nombre de demandeurs d'emplois sur le territoire entre septembre 2017 et septembre 2018.

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, 6603 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en catégories ABC sur le Pays Terres de Lorraine.

Le nombre de demandeurs d'emplois a diminué de 1.8% sur le territoire.

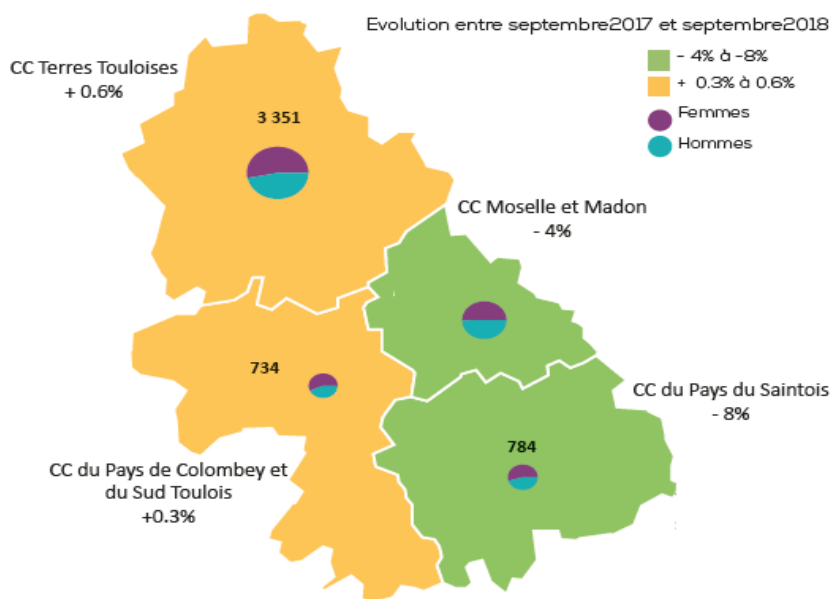
Cette baisse est plus significative chez les hommes avec -4% contre 0.5% de hausse pour les femmes.

Le pays du Saintois observe lui une diminution de 8% de ses demandeurs d'emploi soit 70 personnes qui ont retrouvé un emploi.

S'il est à noter un recul du chômage sur le territoire il faut préciser que le nombre de demandeurs d'emploi des +50ans lui augmente, +6.8% en un an.

Le chômage de longue durée (+1an) continue également d'augmenter +5.2% uniquement chez les femmes.

#### Evolution du nombre de demandeurs d'emploi cat. ABC entre septembre 2017 et septembre 2018



NB : Les variations sur les périmètres intercommunaux sont données à titre indicatif et doivent être interprétées avec précaution.

REÇU EN PREFECTURE

le 12/02/2019

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-054-200070563-20190207-2019\_01\_02-

### 3) LES FINANCES DE LA COMMUNAUTE

#### RAPPEL DES NOTIONS BUDGETAIRES

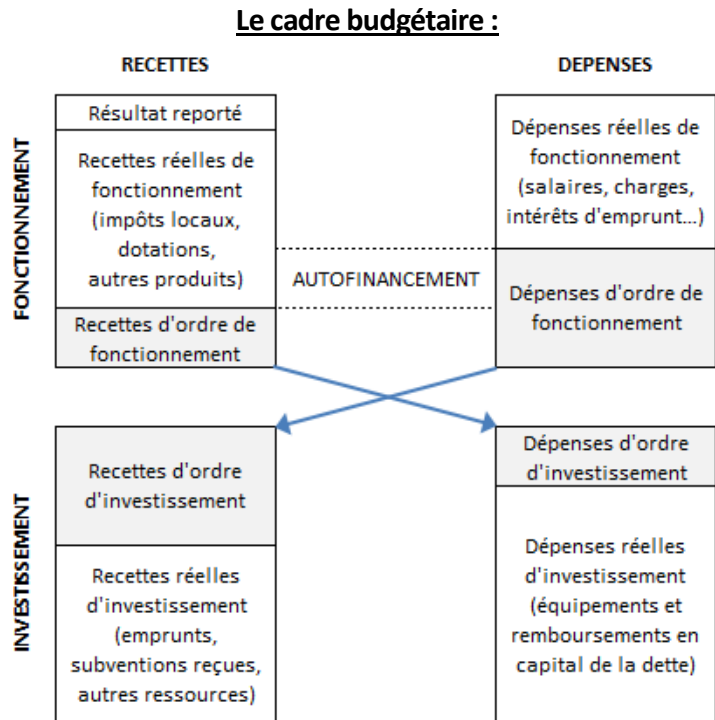
Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées par l'assemblée délibérante les recettes et les dépenses d'un exercice. Il s'exécute du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Le budget primitif peut être adopté jusqu'au 15 avril de l'exercice auquel il s'applique (ou jusqu'au 30 avril l'année du renouvellement de l'assemblée délibérante). Comme le budget primitif est un document prévisionnel, il est nécessaire d'ajuster en cours d'année les prévisions : ces corrections s'effectuent dans le cadre de décisions modificatives, tout en respectant les principes relatifs à la préparation, au vote et à l'équilibre du budget.

Le budget se présente en deux parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement. Chacune de ces sections doit être présentée en équilibre, les recettes prévisionnelles égalant les dépenses prévisionnelles.

Schématiquement, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante des services de la collectivité. L'excédent de recettes par rapport aux dépenses dégagé par la section de fonctionnement (autofinancement brut), est utilisé en priorité au remboursement du capital emprunté par la collectivité, le surplus constituant l'autofinancement net des investissements prévus par la collectivité.

Les opérations réelles se caractérisent par le fait qu'elles donnent lieu à des mouvements de trésorerie, contrairement aux opérations d'ordre budgétaires qui concernent toujours à la fois une recette et une dépense identiques constatées à l'intérieur de la section d'investissement (opération patrimoniale) ou de section à section (dotations aux amortissements notamment, ou virement de la section de fonctionnement, jamais réalisé).

La section d'investissement présente les programmes nouveaux ou en cours, financés par les ressources propres, des subventions et éventuellement par l'emprunt. La section d'investissement est par nature celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine de la collectivité.



Le vote du budget est effectué au niveau du chapitre, niveau de regroupement de recettes ou dépenses homogènes, l'ordonnateur pouvant engager, liquider et mandater les dépenses dans la limite des crédits inscrits à ce chapitre. La répartition du crédit par article ne présente qu'un caractère indicatif. Les modifications de cette répartition ne font pas l'objet d'une notification spéciale au comptable mais elles doivent apparaître au compte administratif. Une nouvelle délibération de l'assemblée délibérante (décision modificative) est nécessaire pour modifier le montant des crédits par chapitre. Par exception, la procédure des dépenses imprévues autorise le Président à effectuer des virements du chapitre de dépenses imprévues aux autres chapitres à l'intérieur d'une section, le crédit pour dépenses imprévues ne pouvant être supérieur à 7,5 % des dépenses réelles prévisionnelles de chacune des deux sections.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres Toulaises a opté pour un vote par nature, complété d'une présentation fonctionnelle en fonction de la destination des crédits.

Le Communauté dispose actuellement d'un budget principal et de quatre budgets annexes :

- ✧ celui des ordures ménagères soumis à la taxe d'enlèvement (TEOM),
- ✧ celui de l'assainissement, assujetti à la TVA,
- ✧ celui de la zone artisanale de Noviant-aux-Prés (ZAR), également assujetti à la TVA,
- ✧ depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, celui de la mobilité, assujetti à la TVA et financé principalement par le Versement Transport.

Il sera proposé au conseil communautaire de créer un nouveau budget annexe dédié aux aménagements et cessions du Pôle Industriel Toul Europe portés directement par la Communauté.

# LES RESULTATS COMPTABLES PROVISOIRES DES ANCIENNES COMMUNAUTES POUR L'ANNEE 2018

Sous réserves d'ultimes ajustements.

COMPTE ADMINISTRATIF PROVISOIRE 2018	SECTION DE FONCTIONNEMENT	Taux de réalisation réel hors report	SECTION D'INVESTISSEMENT	Taux de réalisation global de la section	TOTAL
<b>BUDGET PRINCIPAL CC2T</b>					
TOTAL DEPENSES	20 520 606,54	94,6%	6 128 445,23	86,3%	26 649 051,77
TOTAL RECETTES	21 928 061,23	100,8%	6 814 709,56	77,9%	28 742 770,79
RESULTAT DE L'EXERCICE	+1 407 454,69		+686 264,33		+2 093 719,02
REPORT ANTERIEUR	+1 701 738,28		-1 418 986,01		+282 752,27
RESTES A REALISER (SOLDE)			-142 095,05		-142 095,05
<b>BUDGET ANNEXE TEOM</b>					
TOTAL DEPENSES	4 561 374,17	87,7%	581 740,48	28,6%	5 143 114,65
TOTAL RECETTES	4 968 202,25	101,8%	715 346,43	46,2%	5 683 548,68
RESULTAT DE L'EXERCICE	+406 828,08		+133 605,95		+540 434,03
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	+1 239 100,00		+224 111,31		+1 463 211,31
RESTES A REALISER (SOLDE)			-471 442,73		-471 442,73
<b>BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT</b>					
TOTAL DEPENSES	1 644 403,54	81,6%	3 525 870,57	48,0%	5 170 274,11
TOTAL RECETTES	2 541 039,78	108,4%	1 980 650,50	31,8%	4 521 690,28
RESULTAT DE L'EXERCICE	+896 636,24		-1 545 220,07		-648 583,83
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	+417 817,01		+355 595,69		+773 412,70
RESTES A REALISER (SOLDE)			+475 161,09		+475 161,09
<b>BUDGET ANNEXE ZAR NOVIANT</b>					
TOTAL DEPENSES	18 336,97	31,6%	0,00	0,0%	18 336,97
TOTAL RECETTES	41 373,82	97,4%	115 322,52	87,4%	156 696,34
RESULTAT DE L'EXERCICE	+23 036,85		+115 322,52		+138 359,37
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	+6 238,84		-73 498,28		-67 259,44
RESTES A REALISER (SOLDE)			+0,00		+0,00
<b>BUDGET ANNEXE MOBILITE</b>					
TOTAL DEPENSES	954 249,50	92,3%	31 886,52	9,6%	986 136,02
TOTAL RECETTES	1 034 212,38	104,4%	23 386,54	65,7%	1 057 598,92
RESULTAT DE L'EXERCICE	+79 962,88		-8 499,98		+71 462,90
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	+152 719,45		+194 143,56		+346 863,01
RESTES A REALISER (SOLDE)			-3 900,00		-3 900,00
<b>CONSOLIDATION (TOUS BUDGETS)</b>					
TOTAL DEPENSES	27 698 970,72		10 267 942,80		37 966 913,52
TOTAL RECETTES	30 512 889,46		9 649 415,55		40 162 305,01
RESULTAT DE L'EXERCICE	+2 813 918,74		-618 527,25		+2 195 391,49
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	+3 517 613,58		-718 633,73		+2 798 979,85
RESTES A REALISER (SOLDE)			-142 276,69		-142 276,69

REÇU EN PREFECTURE

le 12/02/2019

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-054-200070563-20190207-2019\_01\_02-

## LES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE LA COMMUNAUTE

Le résultat de fonctionnement évolue comme suit par rapport aux données antérieures consolidées (avec les réserves associées) :

	Données consolidées CC2H+CCT		CC2T		
	2015	2016	2017	2018	Variation
Recettes réelles de fonctionnement hors 002	22 233 029	22 089 741	21 277 238	21 605 801	+2%
Dépenses réelles de fonctionnement	20 002 876	20 995 595	19 201 019	19 449 403	+1%
Epargne brute (recettes – dépenses)	2 230 153	1 094 146	2 076 219	2 156 397	+4%
Epargne nette (capital de la dette déduit)	1 824 098	668 430	1 678 310	1 759 551	+5%
Capacité de désendettement	3,62	6,98	3,36	3,05	-9%
Transferts d'ordre	-648 196	-796 792	-635 461	-748 943	+18%
<b>Résultat de fonctionnement de l'exercice</b>	<b>1 581 956</b>	<b>297 353</b>	<b>1 440 758</b>	<b>1 407 455</b>	-2%
Résultat de fonctionnement reporté (002)	2 055 909	3 637 865	1 648 873	1 701 738	+3%

La santé financière de la Communauté peut s'apprécier en rapportant l'endettement à l'épargne brute. La capacité de désendettement ainsi calculée (principal ratio de solvabilité) correspond à la durée en années qui serait nécessaire pour rembourser complètement la dette en y consacrant la totalité de l'épargne dégagée. Traditionnellement, on considèrerait que le premier seuil d'alerte de la capacité de désendettement se situait à 10 ans et que ce ratio ne devrait pas dépasser 15 ans. La dernière loi de finances prévoit, pour les collectivités concernées, une trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement (non contraignante), qui ne devrait pas dépasser 12 années.

Dans la mesure où des événements ponctuels peuvent altérer l'interprétation des comptes des collectivités, les notions d'épargne brute courante et d'épargne nette courante, purgées des opérations à caractère exceptionnels (charges et produits exceptionnels, dotations ou reprises sur provision) permettent de mieux approcher la capacité d'autofinancement réelle.

Le tableau ci-après récapitule ces éléments pour les principaux budgets :

	Budget principal	Budget assainiss.	Budget TEOM	Budget ZAR	Budget mobilité	TOTAL
Epargne brute courante 2018	1 949 413	1 402 984	722 864	38 865	65 329	<b>4 176 455</b>
Epargne nette courante 2018	1 552 567	1 137 259	514 680	38 865	65 329	<b>3 305 700</b>
<b>Capa. de désendettement courante 2018</b>	<b>3,4</b>	<b>2,5</b>	<b>1,9</b>	NA	NA	
<b>Capa. de désendettement courante 2017</b>	<b>3,5</b>	<b>2,7</b>	<b>2,4</b>	NA	NA	

Recettes réelles courantes de fonctionnement : hors résultat reporté (002), produits exceptionnels (77) et reprises sur provisions (78)

Dépenses réelles courantes de fonctionnement : hors charges exceptionnelles (67) et dotations aux provisions (68)

Epargne brute courante = recettes réelles courantes de fonctionnement - dépenses réelles courantes de fonctionnement

Capacité de désendettement courante = encours de dette / épargne brute courante

Epargne nette courante = épargne brute courante - remboursement en capital de la dette

Dans l'hypothèse où la Communauté affecte 874 817 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, la Communauté Terres Toulouses bénéficiera d'un excédent de fonctionnement reporté de 2 234 376 €, en progression. Grâce à cela, une provision budgétaire, dont le montant est envisagé à ce stade à 1 M€, pourra être constituée pour faire face aux conséquences financières de la reprise du Parc de Haye par la Communauté.

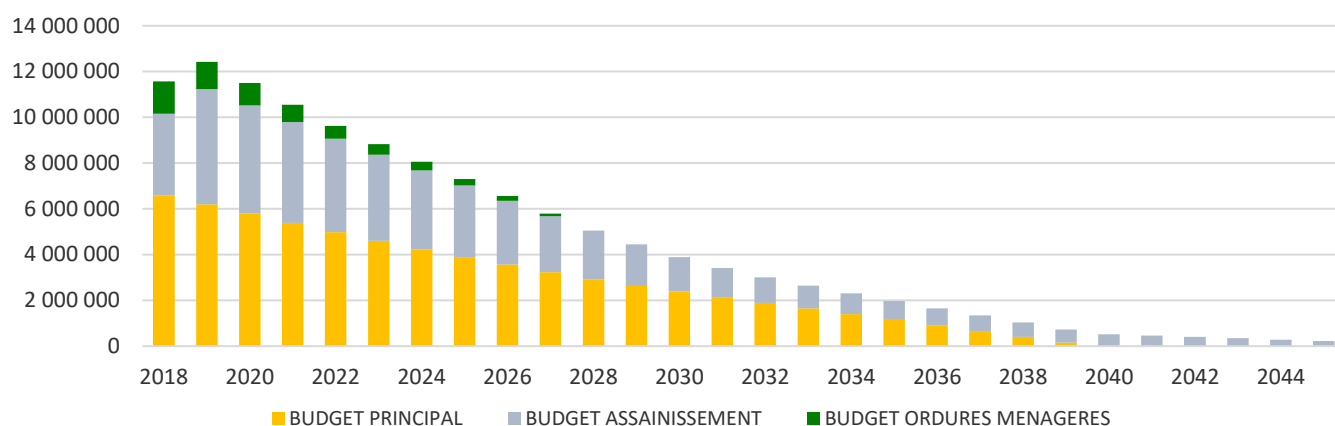
La Communauté, dont la situation financière est satisfaisante, devra veiller à maintenir un niveau d'épargne suffisant pour faire face aux diminutions de dotations (DGF, FPIC, emploi aidés) et financer les programmes d'investissement prévus (en tenant compte des dotations aux amortissements à respecter).



## LA GESTION DE LA DETTE

Afin de financer les équipements de la Communauté, il a été nécessaire de recourir à l'emprunt.

Le graphique suivant illustre le profil d'extinction de la dette actuelle dans le temps pour les principaux budgets (hors nouveaux emprunts complémentaires éventuels) :



Emprunts minorés des remboursements de dette (tous budgets cumulés, en M€) :	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
	11,57	12,43	11,49	10,54	9,62	8,83	8,06	7,31	6,55	5,79	5,05

	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET ASSAINISSEMENT	BUDGET O.M.
Annuité du compte administratif 2018	624 196 €	422 600 €	266 949 €
dont remboursement en capital	396 846 €	265 725 €	208 184 €
dont intérêts de la dette	227 350 €	156 875 €	58 765 €
Capital restant dû (CRD) au 31/12/2018	6 585 051 €	3 577 030 €	1 409 413 €
dont sans risque (catégorie A1 de la charte Gissler)	5 284 433 €	3 577 030 €	1 409 413 €
dont barrière simple (catégorie B1 de la charte Gissler)	1 300 618 €	- €	- €
CRD par habitant (pop. légale 2018)	143,5 €	77,9 €	30,7 €
Taux moyens approchés des intérêts de la dette	3,26%	4,08%	3,63%
Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	30%	152%	29%

A titre de comparaison, pour les communautés de communes à fiscalité professionnelle unique en 2018, l'encours moyen de dette par habitant se situe à 184 €, et le taux d'endettement moyen est de 56,5% des recettes réelles de fonctionnement (source DGCL « Les collectivités locales en chiffres 2018 »).

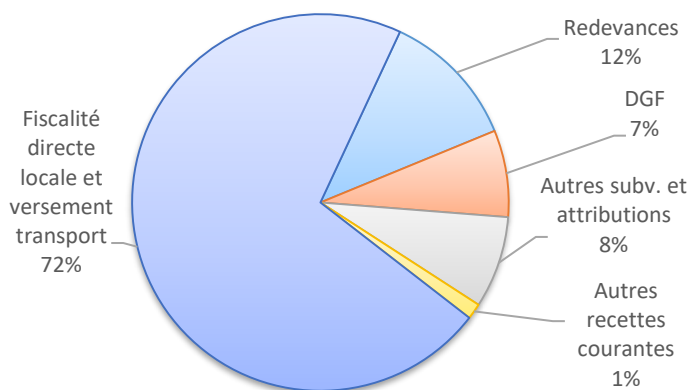
Les perspectives d'endettement sont différentes selon les budgets :

- ✧ **Budget principal** : 5,36M€ des 6,59M€ d'encours de dette actuels sont liés au financement du centre aquatique Ovide (amorti sur 30 ans). Si les hypothèses posées en matière de dynamisme des bases de fiscalité économique se confirment, hors la question de la reprise du Parc de Haye dont le plan d'affaire continue d'être approfondi, il ne sera pas nécessaire de recourir à l'emprunt pour financer les projets identifiés à ce stade.
- ✧ **Budget assainissement** : le plan pluriannuel d'investissement nécessitera un recours à l'emprunt conséquent sur les sept prochaines années, avec une première contractualisation de 1,7 M€ début 2019.
- ✧ **Budget ordures ménagères** : l'endettement actuel est essentiellement issu des aménagements des points d'apport volontaire enterrés et semi-enterrés réalisés en 2012. Il est prévu d'autofinancer les nouveaux projets d'équipement.
- ✧ **Budget mobilité** : il n'y a pas d'emprunt en cours ni de recours à l'emprunt programmé.
- ✧ **Budget de la zone artisanale de Noviant-aux-Prés** : la dernière annuité d'emprunt du budget de la zone artisanale de Noviant-aux-Prés a été réglée le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Un nouvel emprunt pourra être envisagé pour financer des travaux complémentaires sur la zone.
- ✧ **Nouveaux budgets de zones d'activité** : les nouvelles opérations qui pourraient être engagées par la Communauté ont vocation à se financer par les cessions de parcelles (hors Parc de Haye). Pour autant, des emprunts pourront s'avérer nécessaires pour la durée du portage de l'opération, le cas échéant via un aménageur. Pour minimiser les frais financiers, une avance remboursable du budget principal pourrait dans ce cadre être opérée, le cas échéant dès 2019.



## LES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE

Afin de financer l'exercice des compétences qui lui sont dévolues, la Communauté dispose de diverses ressources. Les recettes réelles courantes de fonctionnement estimées pour la nouvelle Communauté se répartissent ainsi :



**Recettes de fonctionnement consolidées 2019  
approchées (tous budgets)**

Les redevances concernent notamment la redevance d'assainissement collectif et la surtaxe collectée par les délégataires, les droits d'entrée du centre aquatique Ovide, la redevance spéciale d'enlèvement des déchets professionnels, la contribution des parents au fonctionnement des crèches de Bois-de-Haye et Manonville et les droits des aires d'accueil des gens du voyage.

Les autres recettes concernent les reventes des matières recyclables issues de la collecte sélective des déchets, les recettes des prestations du chantier d'insertion pour les communes, les loyers encaissés, etc.

### La fiscalité :

**Nota bene :** Comme indiqué précédemment, les valeurs locatives des locaux à usage d'habitation sont revalorisées par un coefficient de 1,022. Pour l'heure, la Communauté ne dispose pas d'éléments pour ce qui concerne les locaux commerciaux.

	Taux 2016 CCT	Taux 2016 CC2H	TMP 2017 CC2T	TMP 2018 CC2T	Taux moy. nat. CC à FPU *
Taxe d'habitation	10,10%	9,81%	10,05%	10,05%	8,52%
Taxe foncière sur le bâti	0,056%	3,04%	0,759%	1,30%	2,10%
Taxe foncière sur le non bâti	1,53%	5,05%	2,36%	2,36%	6,95%
Cotisation foncière des entreprises	23,41%	20,14%	22,26%	22,26%	24,75%

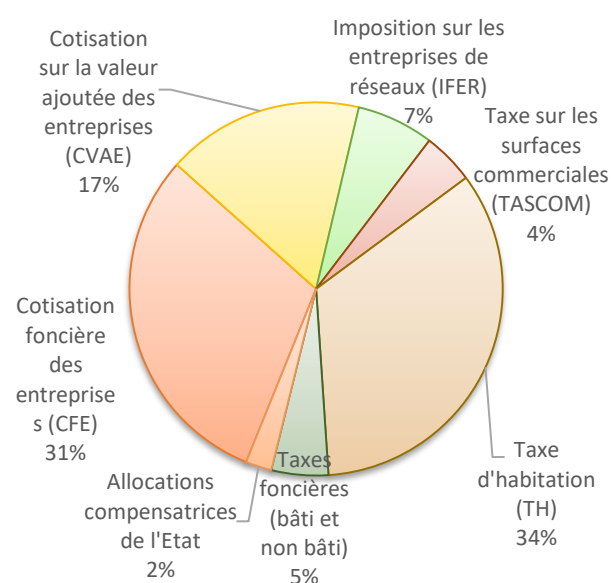
\* Source : circulaire ministérielle de calcul de la DGF 2018

Les harmonisations fiscales suite à fusion (régime communautaire d'abattements de taxe d'habitation, modulation de la taxe sur les surfaces commerciales et politique intercommunale d'exonérations fiscales facultatives) ont été décidées en 2017 pour 2018. Toutefois, la modification du régime des bases minimum de CFE, avec une possible baisse des bases minimum compensée par un relèvement du taux de CFE, envisagée dans le cadre des travaux préparatoires à la fusion, n'a pas été travaillée à ce stade.

La Communauté doit reverser à l'Etat, chaque année, 1,3M€ au titre du fonds national de garantie individuel des ressources (FNGIR neutralisant l'impact de la réforme de la taxe professionnelle).

La Communauté reverse également des attributions de compensations positives aux communes, de l'ordre de 8,2M€. Elle perçoit par ailleurs 0,15M€ d'attributions de compensation négatives, réduites de 30% suite à fusion dans le cadre du premier volet du pacte fiscal et financier entre Communes et Communauté. Pour mémoire, les attributions de compensation garantissent la neutralité financière du transfert en année zéro (au moment du passage à la fiscalité professionnelle unique et à l'occasion de chaque nouveau transfert de compétence ou changement de périmètre). L'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts fixe précisément les modalités de calcul afférentes. Les modifications de compétences intervenant au 1<sup>er</sup> janvier 2019 sont traitées par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) courant 2019. D'autres ajustements pourraient être étudiés dans le cadre du second volet du pacte fiscal et financier entre Communes et Communauté.

### « panier fiscal » 2019, à taux constant



**Produit 2019 estimé globalement à 15,8M€.**

S'agissant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, la part incitative s'applique désormais à l'ensemble des habitants du territoire (hors zones d'activité définies par l'ex-CC2H). Il reste à harmoniser la gestion et le financement des déchets assimilés.

	Produit 2013	Produit 2014	Produit 2015	Produit 2016	Produit 2017	Produit 2018
TEOM de Hazelle-en-Haye	613 761	710 941	744 968	759 858	3 531 635	3 567 669
TEOM puis TEOMi en 2014 du Toulinois	2 921 238	2 735 503	2 648 496	2 731 897		
TEOM de Villey-le-Sec	ND	34 130				
REOM (Côtes en Haye)	119 640	112 935	110 908			

#### **Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) :**

Le mécanisme de péréquation est désormais maintenu à un milliard d'euros par an, comme en 2016 et 2017, légèrement en deçà de l'intention initiale du législateur de 2% des ressources fiscales du bloc communal.

Même si le territoire bénéficie pour la dernière fois en 2019 d'une garantie dégressive (70% du montant de 2018), l'ensemble intercommunal agréé est désormais contributeur du fonds.

Compte tenu des difficultés des communes et des capacités de la Communauté, il sera proposé, sous réserve des éléments définitifs de dotations, de fiscalité et de calcul de droit commun du FPIC pour 2019, que l'intercommunalité prenne en charge le prélèvement, ce qui nécessite une décision unanime du conseil communautaire, et bonifie le montant reversé aux communes, avec des conditions restant à définir (prise en compte de l'effort fiscal, du potentiel financier et/ou du revenu par habitant des communes).

L'évolution du FPIC pour le territoire est donc projetée comme suit :

		2017		2018	2019		2020
		droit commun	dérog. voté	droit commun	droit com. estimé	dérog. proposé	prévision
Garantie :	communes	619 536	698 606	477 051	365 000	460 000	0
	CC2T	309 543	230 473	312 664	190 000	95 000	0
Prélèvement :	communes	-43 749	0	-43 020	-45 000	0	-140 000
	CC2T	-74 362	-118 111	-90 003	-90 000	-135 000	

#### **Les dotations et subventions perçues :**

La principale dotation perçue par la Communauté reste la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), fortement marquée ces dernières années par la baisse nationale décidée par l'Etat au titre de la contribution au redressement des finances publiques. La DGF de l'intercommunalité se compose de deux parts :

- la dotation d'intercommunalité, **réformée cette année** et résultant de calculs complexes, avec application de garanties,
- la dotation de compensation, correspondant à un montant figé au titre des baisses de dotation de 1998 et 2001, et de l'ancienne « part salaires » de la taxe professionnelle, à laquelle est appliquée chaque année une diminution.

La fusion n'a pas généré de bonus pour le territoire en matière de DGF, le potentiel impact positif de la bonification devant être absorbé par une diminution des effets de garanties très importants. Par ailleurs, grâce aux modifications statutaires intervenues en 2017, la CC2T conserve sa bonification estimée à plus de 400K€ par an.

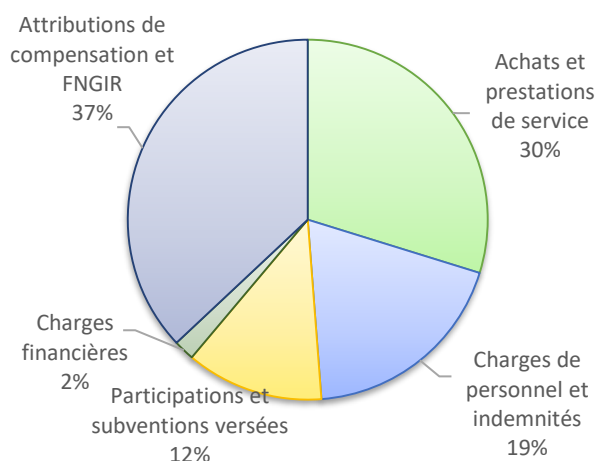
**Il convient de souligner que la ponction opérée par l'Etat sur les dotations communautaires correspond à un prélèvement cumulé de près de 5M€ sur la durée du mandat (CCT+CC2H+CC2T), réduisant d'autant les capacités d'investissement de la Communauté.**

	Réal. consolidés 2015	Réal. consolidés 2016	Réalisation 2017	Réalisation 2018	Prévision 2019 <i>sous réserves</i>	Prévision 2020 <i>sous réserves</i>
Dotation d'intercommunalité	857 288 €	523 547 €	444 530 €	445 151 €	381 468 €	381 468 €
Dotation de compensation	1 921 788 €	1 884 600 €	1 831 987 €	1 793 732 €	1 756 726 €	1 719 602 €

La Communauté reçoit par ailleurs d'autres dotations et subventions, notamment la DC RTP, dotation spécifique transférée par certaines communes suite à la réforme de la taxe professionnelle et à leur passage en fiscalité professionnelle unique (374K€ perçus en 2018), les aides perçues par le chantier d'insertion de la Communauté (196K€ en 2018), les aides relatives aux services faisant l'objet de budgets annexes (concours des éco-organismes et aides spécifiques de l'ADEME pour le budget TEOM et prime à l'épuration versée par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse pour le budget assainissement), les aides de la CAF et de la MSA au fonctionnement des crèches de Bois-de-Haye, de Manonville et du RAMPE, et pour l'aire d'accueil des gens du voyage, etc.

## LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE

La mise en œuvre des compétences communautaires se traduit par des dépenses de diverses natures :



### Dépenses de fonctionnement consolidées 2019 approchées (tous budgets)

Les dépenses (ou atténuations de produits) de la Communauté se caractérisent par une très forte rigidité : une dépense est dite « rigide » si elle est subie et reconduite dans le temps, sans que la collectivité ne puisse aisément décider de la réduire. Cela est particulièrement évident pour les attributions de compensation positives, le prélèvement au titre du FNGIR et les intérêts de la dette.

Les participations estimées pour 2019 comprennent :

- La contribution au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) : 1 575K€
- La contribution au syndicat mixte Grand Toulous : 790K€
- Les cotisations au Pays Terre de Lorraine et aux organismes satellites (Maison du Tourisme, ADSN, Mission Locale) : 390K€
- La contribution au service mutualisé Terres de Lorraine Urbanisme (TDLU) : 98K€ (contre 216K€ en 2018)
- La contribution à la Métropole Sud Lorraine : 65K€
- La contribution à l'EPTB : 65K€
- Les cotisations aux instances représentatives et de conseil (ADM54, ADCF, Citoyens & Territoires) : 12K€
- Les contributions à l'EPA Dév.54, au CAUE et au PNRL : 5K€

Les subventions envisagées tiennent compte pour 2019 du versement du fonds de solidarité enfance jeunesse (321K€).

Hors cotisations versées (article 6281), les charges à caractère général (chapitre 011 consolidé) estimées pour 2019 (≈7,9M€) relèvent pour environ 50% du budget des ordures ménagères, 25% du budget principal et 20% du budget mobilité.

Au budget principal, une attention particulière est portée sur la gestion de l'activité du centre aquatique Ovide dont les charges et produits évoluent comme suit :

Suivi analytique	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
Charges de personnel	763 749	827 926	838 433	839 210	888 452	849 217	837 694
Autres charges	458 157	504 249	491 130	493 831	471 323	537 885	548 724
Produits (hors convention CC2H)	584 303	792 518	760 844	728 079	722 848	718 757	769 971
<b>Charge nette globale Ovide</b>	<b>637 603</b>	<b>539 658</b>	<b>568 719</b>	<b>604 962</b>	<b>636 927</b>	<b>668 345</b>	<b>616 447</b>

Hors amortissement du bâtiment et charges de la dette (607K€ en 2017).

Financement de la compétence « apprentissage de la natation » par le syndicat mixte Grand Toulous depuis septembre 2012.

Pour mémoire, le déficit d'exploitation de la piscine des Glacis (y compris le coût de l'apprentissage de la natation) était de 482 277 € en 2009.

La Cour des comptes s'est penchée en 2018 sur la gestion de « plus de 100 piscines et centres aquatiques » publics un peu partout en France : tous les équipements sondés sont déficitaires, de 640 000 euros par an en moyenne.

### Les dépenses de personnel :

La prévision de la masse salariale de la Communauté pour 2019 tient notamment compte : des deux recrutements décidés en 2018 en renfort assainissement, du nouveau responsable ST2i, de la reprise du poste de planification, des transferts en matière de la petite enfance (personnels des agents du Centre multi-accueil de Manonville et du Relais Assistantes maternelles Parents Enfants), de l'octroi de titres-restaurants, de premiers recrutements dès 2019 pour préparer la reprise de la compétence eau, mais aussi des évolutions réglementaires et de la progression de carrière des agents (« glissement vieillesse / technicité »).

Elle s'établit ainsi provisoirement à 4,73 M€, soit 22% des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal envisagées pour 2019 (la moyenne nationale des CC à FPU se situe à 38,4% - source DGCL « Les collectivités locales en chiffres 2018 »).

L'état des effectifs au 1er janvier 2019 est joint en annexe.

Il n'est pas prévu de modification du temps de travail (régime des 35 heures) ou des avantages en nature. Toutefois, l'octroi de titres restaurants au bénéfice des agents est proposé, pour un coût pour la Communauté inférieur à 30K€. Une discussion est par ailleurs engagée au sujet d'une possible participation de l'employeur aux mutuelles de santé.

## LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 prévoit que l'objectif national d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre correspond à un taux de croissance annuel de 1,2 % appliqué à une base de 2017, en valeur et à périmètre constant.

Le respect de cette règle par la Communauté se traduirait par l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement suivant (tous budgets confondus – hors nouveaux transferts de compétences) :

CA 2018	Prév. 2019	Prév. 2020	Prév. 2021	Prév. 2022
25 436 985	25 742 228	26 051 135	26 363 749	26 680 114

Pour la Communauté, il s'agit de **poursuivre la maîtrise des dépenses de fonctionnement, en visant à les rationaliser et à mutualiser autant que possible, afin de permettre le financement des projets d'envergure de la Communauté** : Très Haut Débit en accompagnement de la Région Grand Est, projet de pôle d'échange multimodal autour de la gare ferroviaire de Toul, extension du centre aquatique Ovive, réhabilitation de la base nautique Vecker, mise en œuvre du plan local d'urbanisme intercommunal, développement des zones d'activités communautaires dont le Parc de Haye, programmation en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)...

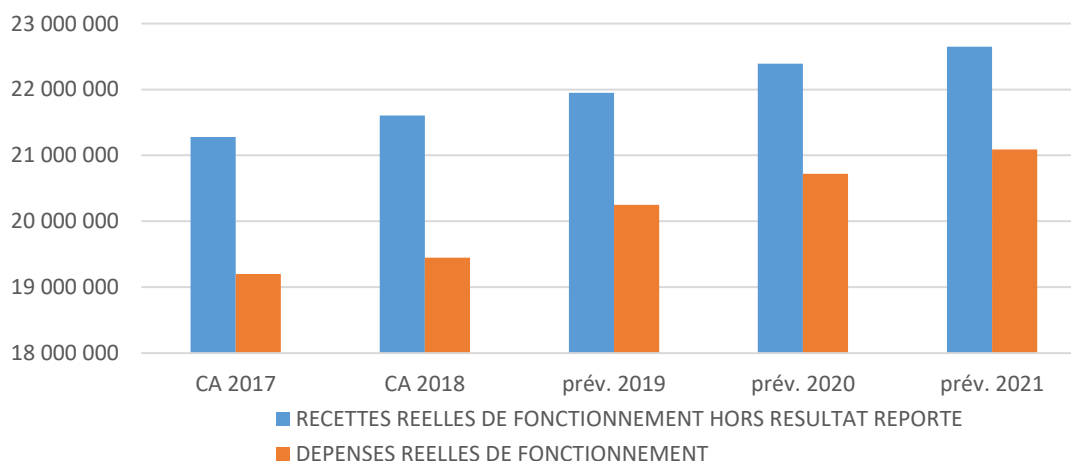
Dans le cadre des relations financières entre la Communauté et ses communes membres, un premier volet du pacte fiscal et financier a été élaboré et mis en œuvre. Néanmoins, compte tenu de contraintes financières fortes pesant sur le bloc communal et de fortes disparités au sein du territoire, **il apparaît essentiel de poursuivre cette démarche pour aboutir à un second volet du pacte fiscal et financier**. Les conditions de partage autour des nouveaux produits fiscaux issus des zones communautaires pourront y être précisées, de même que l'avenir du Fonds de Solidarité Jeunesse versé aux communes, reconduit en 2019 sur une base de 7 € par habitant. Il a été indiqué que de nouvelles possibilités de révision des attributions de compensation seront étudiées.

**En matière de mobilité, un signal politique fort a été donné avec l'engagement de limiter les dépenses** au montant des produits du versement transport et de la billettique, sans contribution du budget principal. De nouvelles optimisations sont actuellement travaillées, notamment dans le cadre de la procédure de passation de la délégation de service public afférente.

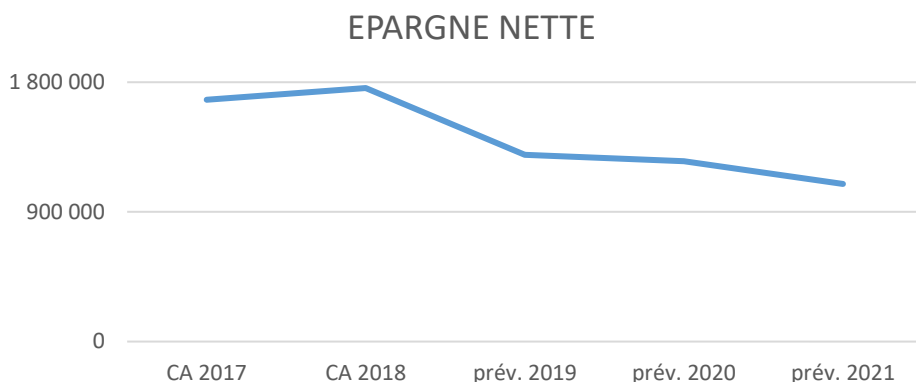
**En matière d'assainissement, face aux investissements massifs du programme pluriannuel, le principe de solidarité territoriale prévaut pour la CC2T**. Le maintien d'un taux d'épargne élevé pour ce service public résulte d'une hausse raisonnée et progressive de la redevance d'assainissement, corrélée à la mise en œuvre du programme. C'est le choix de bonne gestion qui a été opéré par la Communauté, avec un niveau de tarif qui restera assez inférieur aux moyennes nationales connues pour un EPCI de même strate.

**En matière de déchets ménagers et assimilés, en 2019, parallèlement à la recherche de pistes d'amélioration du service, il sera de nouveau proposé au Conseil Communautaire de réduire le prélèvement** via une baisse de la part fixe de la TEOM et/ou des tarifs de la redevance spéciale. En effet, la Communauté a pu démontrer qu'une action volontariste et partagée avec l'ensemble des acteurs peut se traduire par une diminution des charges, dont une partie a déjà été restituée aux contribuables au cours des dernières années. Malgré la hausse programmée de la TGAP évoquée précédemment, la Communauté considère qu'une optimisation du service est encore possible.

**A ce stade, la prospective financière, établie sur la base des éléments connus à ce stade, laisse augurer une épargne brute du budget principal décroissante mais significative, que l'on peut illustrer comme suit (sans variation des taux de fiscalité) :**



La Communauté devra veiller à préserver sa capacité d'intervention, **sans nouvelle hausse de fiscalité**, avec des taux qui restent inférieurs à la moyenne nationale des communautés de communes à fiscalité professionnelle unique (hors taxe d'habitation héritée du Département de Meurthe-et-Moselle et en voie de suppression) :



La traduction budgétaire de l'ensemble des éléments présentés précédemment se traduit, provisoirement, par les grandes masses suivantes pour le budget principal :

Chap.	<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	Réalisation 2018	Prévisions 2019	Chap.	<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	Réalisation 2018	Prévisions 2019
002	Résultat de fonct. reporté	1 701 738	2 234 376	011	Charges à caractère général	2 510 663	2 450 000
013	Atténuation de charges	22 862	10 000	012	Charges de personnel	3 863 102	4 730 000
70	Produits du domaine et ventes div.	2 074 073	2 320 000	014	Atténuation de produits	9 645 698	9 700 000
73	Impôts et taxes	15 545 163	15 700 000	022	Dépenses imprévues	0	200 000
74	Dotations et participations	3 649 220	3 720 000	65	Autres charges de gest. courantes	3 194 945	3 140 000
75	Autres produits de gest. courante	100 997	120 000	66	Charges financières	228 493	230 000
77	Produits exceptionnels	213 486	60 000	67	Charges exceptionnelles	6 502	20 000
78	Reprises sur provisions	0	0	68	Dotations aux provisions	0	1 000 000
	<b>RECETTES REELLES DE FCT</b>	<b>23 307 539</b>	<b>24 164 376</b>		<b>DEPENSES REELLES DE FCT</b>	<b>19 449 403</b>	<b>21 470 000</b>

**Nota : 2019 intègre des produits et charges nouveaux par rapport à 2018 (ex. centre multi accueil de Manonville, RAMPE).**

TABLEAU DE BORD DES PRINCIPALES OPERATIONS 2019

		Opération engagée, en cours			
		Opération possible, décision à prendre			
		Opération inéluctable à court ou moyen terme			
	THEME /OPERATION	ECHEANCIER	IMPACT BUDGETAIRE 2019 (hors co-financements)	OBSERVATIONS	ELUS REFERENTS
A M E N A G T  D U T E R R I T O I R E	MOBILITE	2019	Budget annexe sans dotation du budget principal	Transfert du transport scolaire au 1 <sup>er</sup> sept.2019 Nouvelle DSP mobilité	J. BOCANEGRA
	Réaménagement Gare de Toul	2019-2021	198 300 € (total : 1,3 M€ subventionné à 60% minimum)	Requalification en pôle d'échange multimodal – 2019 : année d'étude + maîtrise d'œuvre	J. BOCANEGRA
	NUMERIQUE	2018-2023	200 000 € Total : 2,3 M€	Pilotage Région Grand Est La CC2T participe à hauteur de 2,3M€ en lieu et place des communes	P. HENNEBERT
	Plan Climat Air Energie Territorial	2018-2019	25 000 €	Obligatoire pour EPCI + 20 000 habitants Réalisation en lien avec le Pays Terres de Lorraine	O. HEYOB
U R B A  H A B I T A T	URBANISME- PLUi	2017-2021	300 000 € Montant total : 800 000 €	PADD réalisé en 2018 après concertation avec les communes et la population 2019 : phase d'élaboration du règlement	JP. COUTEAU K. JUVEN
	OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat)	pluriannuel	100 000 €	Proposition : revaloriser les subventions à l'habitat versées par la CC2T. Par exemple 600 €/dossier au lieu de 500 € actuellement	C. ASSFELD LAMAZE
D E V E L O P P E M E N T	PIE, Espace K, J. D'Arc, Génie, Bruley, Noviant- aux-Prés, ZAE départementales	pluriannuel	Éclairage public ZAE : 150 000 €  Finition voirie Pôle JA et participation études EPFL : 125 000 €	Poursuite des opérations de commercialisation et d'aménagement des zones  Suite et fin des travaux de l'espace K	F. CHARTREUX JP. COUTEAU
	ZAE Parc de HAYE	2020...	Provisions en vue des investissements futurs	Parc de Haye : portage EPFL jusque 2020 –cofinancements Etat à obtenir pour reprise réseaux et voiries – modalité portage futur à examiner	F. CHARTREUX JP. COUTEAU
	Pol. commerciale, AOC, Tourisme, économie rurale	pluriannuel	(FISAC)100 000 €	Derniers crédits FISAC en 2019	F. CHARTREUX A. HARMAND JP. COUTEAU C. THERMINOT
	Bâtiment 001	2019-2020	350 000 € Total : 800 000 €	Aménagement nouveaux locaux épinière d'entreprises	F. CHARTREUX JP. COUTEAU

REÇU EN PREFECTURE

le 12/02/2019

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-054-200070563-20190207-2019\_01\_02-

E N V I R O N N E M E N T	EAU	2020 (sauf minorité de blocage)	Frais d'ingénierie Et 1ers recrutements	Etude préalable terminée 2019 : préparation nouveaux marchés et reprise du service en 2020	L. GUYOT
	RIVIERES GEMAPI	pluriannuel 2018...	150 000 €		JL. STAROSSE
	PROGRAMME ASSAINISSEMENT	pluriannuel	Budget annexe	Mise en œuvre du PPI à l'échelle des 42 communes : travaux STEP et gestion patrimoniale des réseaux	JL. STAROSSE
	PROGRAMME OM	pluriannuel	Budget annexe	Poursuite plateformes de déchets verts Nouveaux marchés Conditions budgétaires très satisfaisantes : proposition de nouvelle diminution du taux de TEOM pour un retour à l'habitant des efforts réalisés et des bons résultats constatés	R. ARNOULD
	ECOCITOYENNETÉ	pluriannuel	30 000 €/an	Actions de sensibilisations à l'éco-citoyenneté, économies d'énergie	R. ARNOULD O. HEYOB
	TRANSITION ENERGETIQUE	pluriannuel	25 000 €	GNV Etudes et ingénierie en 2019	O. HEYOB
S E R V I C E S  P U B L I C S	SCHEMA DE MUTUALISATION	pluriannuel	Charges à caractère général et recettes en fonctionnement	⇒ Vérification des bornes incendie mutualisée à l'échelle CC2T +désherbeur thermique...	G. LIOUVILLE
	PETITE ENFANCE	2019.....	Reprise personnel RAMPE et la Clé des Champs Recettes redevances et CAF	Crèches intercommunales de Velaine et Manonville RAMPE intercommunal Coordination et lien avec le CCAS de Toul	D. PICARD
	Soutien au milieu associatif	pluriannuel	Env. 46 000 €/an		E. PAYEUR
	Coopération décentralisée	pluriannuel	Crédits loi Oudin et budget général	Opérations d'adduction d'eau potable vers un nouveau village (Emaye)	E. PAYEUR
	OVIVE	2019-début 2021	200 000 € Total hors option : 3,7 M € TTC Progression attendue des recettes issues des droits d'entrée	Extension bassin, espace SPA, zone ludique Option découvrabilité ? (320 000 €)	E. PAYEUR
	Base Nautique André Vecker	2019-2020	(études, AMO) 100 000 € Estimation du total en 2019	Base vie et hangars 2019 : finalisation étude de faisabilité + maîtrise d'œuvre	E. PAYEUR



## ETAT DU PERSONNEL (titulaire et non titulaire de droit public) - emplois permanents

FILIERE ADMINISTRATIVE	CATEGORIE	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont TEMPS NON COMPLET
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DES SERVICES	A	3	3	
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	A	1	1	
ATTACHE	A	2	1	
ATTACHE PRINCIPAL ( <i>hors postes fonctionnels de direction</i> )	A	2	2	
REDACTEUR	B	2	2	1
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	4	4	
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CLASSE	B	1	1	
ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL PRINCIPAL 1 <sup>E</sup> C	C3	3	3	
ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL PRINCIPAL 2 <sup>E</sup> C	C2	8	8	2
ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL	C1	7	7	2
FILIERE TECHNIQUE	CATEGORIE	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont TEMPS NON COMPLET
INGENIEUR	A	1	1	
INGENIEUR PRINCIPAL	A	1	1	
TECHNICIEN	B	5	4	
TECHNICIEN PRINCIPAL 2E CLASSE	B	2	1	
TECHNICIEN PRINCIPAL 1E CLASSE	B	3	2	
AGENT DE MAITRISE	C	1	1	
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C1	26	24	5
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL PRINCIPAL 2 <sup>E</sup> C	C2	7	7	
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL PRINCIPAL 1 <sup>E</sup> C	C3	1	1	
FILIERE SPORTIVE	CATEGORIE	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont TEMPS NON COMPLET
EDUCATEUR APS PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	4	4	
EDUCATEUR APS PRINCIPAL 2EME CLASSE	B	2	2	
EDUCATEUR APS	B	2	2	
FILIERE ANIMATION	CATEGORIE	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont TEMPS NON COMPLET
ANIMATEUR	B	1	1	
ADJOINT TERRITORIAL D'ANIMATION	C1	5	5	3
FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE	CATEGORIE	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont TEMPS NON COMPLET
PUERICULTRICE	A	2	2	
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS	B	1	1	
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPALE 2 <sup>E</sup> C	C2	3	3	
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPALE 1 <sup>E</sup> C	C2	2	2	
<b>TOTAL TOUTES FILIERES</b>		<b>102</b>	<b>97</b>	<b>13</b>

## ETAT DU PERSONNEL - NON TITULAIRE - NON PERMANENTS

AGENTS NON TITULAIRES (emplois pourvus)	CATEGORIE	SECTEURS	REMUNERATIONS	NBRE AGENTS	CONTRATS
CDD INSERTION		<b>Techn.</b>	SMIC/Horaire	15	Contrat droit privé
CONTRAT AVENIR		<b>Techn.</b>	SMIC/Horaire	6	Contrat droit privé
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	<b>Techn.</b>	Indice	3	Loi 84-53 art. 3-1
TECHNICIEN	B	<b>Techn.</b>	Indice	1	Loi 84-53 art. 3-1
ADJOINT ADMINISTRATIF TERR.	C	<b>Admin.</b>	Indice	2	Loi 84-53 art. 3-1
ADJOINT TERR. D'ANIMATION	C	<b>Anim.</b>	Indice	2	Loi 84-53 art. 3-1
EDUCATEUR APS	B	<b>Sport.</b>	Indice	1	Loi 84-53 art. 3-1
AUXILIAIRE PUER.PRINCIPAL 2e C	C	<b>Médico-soc.</b>	Indice	2	Loi 84-53 art. 3
			<b>TOTAL</b>	<b>32</b>	

Pour information au titre de 2018 :

<b>012 CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>3 863 102</b>
Relevant du budget principal	2 909 268
Relevant du budget ordures ménagères	587 631
Relevant du budget assainissement	291 596
Relevant du budget mobilité	74 608

⇒ Dont :

Rémunérations principales (titulaires)	64111	1 682 376
NBI, supplément familial, IR	64112	58 517
Autres indemnités (titulaires)	64118	233 449
<i>Dont heures supplémentaires</i>		<i>29 645</i>
Rémun. non titulaires et insertion	6413/6	755 552

REÇU EN PREFECTURE

le 12/02/2019

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-054-200070563-20190207-2019\_01\_02-